

Allemagne : Une ministre musulmane veut interdire à la presse toute critique de l'islam

La première musulmane occupant un poste ministériel en Allemagne vient de soulever un tollé.

Aygül Özkan, ministre des Affaires sociales du Land de Basse-Saxe, a demandé aux médias de signer une charte les engageant à s'abstenir de reportages « racistes ». Le projet de charte stipule que les signataires devront utiliser un « langage sensible aux différences culturelles » ; qu'ils devront éduquer les lecteurs à la pensée « interculturelle » et traiter des « défis de l'intégration ». Elle a invité les grands médias à une réunion en août pour une signature publique de la charte.

Ces demandes méritent analyse. Le lecteur observera qu'elles font franchir un pas supplémentaire par rapport aux désormais classiques législations dites « antiracistes », qui « se contentent » d'interdire. Ce qui est demandé par Mme Özkan va encore plus loin : c'est un véritable plan d'endoctrinement de la population qui est recherché. Les médias sont invités à « éduquer » leurs lecteurs (mieux vaudrait dire « rééduquer » puisqu'on parle d'adultes). Ils doivent leur dire que penser pour bien s'adapter aux particularités culturelles de populations auxquelles il n'est pas demandé de s'adapter à l'occident. Les cultures minoritaires devront recevoir comme un dû de la compréhension, de la sensibilité, sans considération pour la liberté de conscience de citoyens qui en réprocheraient certains aspects, comme la condition de la femme.

Les patrons de presse de Basse-Saxe ont accueilli par un tollé le plan de Mme Özkan.

«C'est la tentative la plus crasse faite depuis longtemps par un politique pour dicter leur ligne éditoriale aux journaux et aux médias électroniques», a déclaré Rolf Seelheim, rédacteur en chef du Nordwest Zeitung à Oldenbourg.

Martin Gartzke, porte-parole de la radio publique NDR, a déclaré pour sa part : « Elle était peut-être bien intentionnée, mais cela nous pose problème qu'un ministre rédige un engagement et invite les medias à le signer. »

A Hanovre, Matthias Koch, rédacteur en chef adjoint du quotidien Allegemeine Zeitung s'indigne : «Nous avons déjà fait paraître une série sur l'intégration l'an dernier. Elle a remporté un prix d'une organisation turque. »

Face au tollé croissant, Mme Ozkan a lancé un appel au calme, affirmant que le texte n'est « rien de plus qu'une première ébauche pour discussion ». «Je peux comprendre la colère des gens, a-t-elle dit, mais je tiens à préciser que mon intention n'a jamais été d'empiéter sur l'indépendance des médias ».

Mme Ozkan a-t-elle simplement été maladroite ?

A mon avis, non. Elle a plutôt essayé de gagner encore un peu de terrain, de pousser le bouchon de l'islamisation obligatoire encore plus loin qu'il n'est déjà. Et elle continue d'ailleurs d'essayer, puisque son texte n'est pas retiré, mais présenté comme une ébauche.

Le problème est bien plus grave qu'une simple gaffe, car les exigences qu'elle formule vont dans le même sens que des exigences similaires formulées dans d'autres enceintes, mais à peu près au même moment, c'est à dire maintenant. Il y a donc une action concertée, une offensive décidée loin de nos regards, mais dont nous observons les manifestations quand elles se concrétisent, un jour ici, un jour là.